



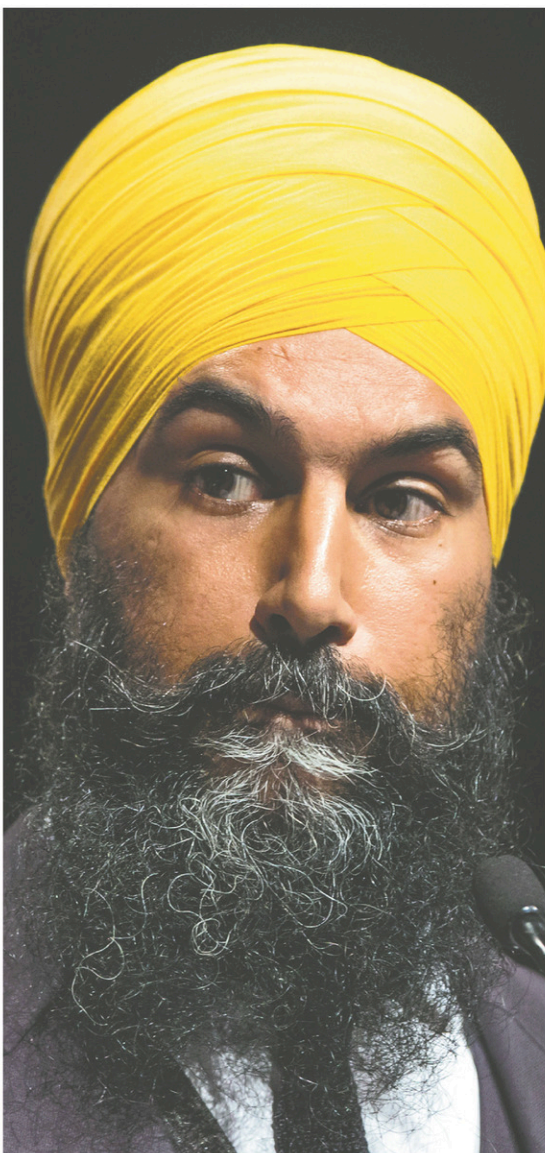
**Guy Taillefer** sur l'abrogation du programme DACA par Trump *Page B 4*

**Michel David** à propos de la Commission sur le racisme *Page B 3*

**CHUM** Les médecins de Sainte-Justine veulent retrouver leur indépendance *Page B 2*

# PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 16 ET DIMANCHE 17 SEPTEMBRE 2017



Les quatre candidats en lice pour succéder à Thomas Mulcair, de gauche à droite: Jagmeet Singh, Guy Caron, Charlie Angus et Niki Ashton

DARRYL DYCK ET JUSTIN TANG LA PRESSE CANADIENNE

## CHEFFERIE DU NPD

# Après la course, le vote peut commencer

**HÉLÈNE BUZZETTI**  
Correspondante parlementaire à Ottawa

C'est lundi que les 124 000 membres en règle du Nouveau Parti démocratique pourront commencer à voter pour leur prochain chef. Ils disposent de deux semaines pour sélectionner la personne qu'ils verraient le mieux donner la réplique à Justin Trudeau. La question qui occupe tous les esprits est celle de savoir si un des quatre candidats en lice réussira à obtenir les 50% de voix plus une requises pour remporter la palme dès le premier tour.

Selon tous les indicateurs, le député provincial ontarien Jagmeet Singh est en avance dans la course. Il se targue d'être celui qui a recruté le plus de nouveaux membres (47 000) et il a aussi récolté le plus de fonds au cours des six premiers mois de l'année, soit 353 944\$ contre 234 240\$ pour Charlie Angus, 135 645\$ pour Niki Ashton et 104 205\$ pour Guy Caron.

Au chapitre des appuis d'envergure, M. Singh semble également en tête. En date de vendredi après-midi, un total de 31 députés (actuels ou anciens, fédéraux ou provinciaux) l'appuyaient, dont 8 élus à Ottawa et 19 députés provinciaux.

Charlie Angus arrive second avec 28 appuis. Il

a obtenu l'aval de huit députés provinciaux, mais de seulement deux députés fédéraux, soit ses voisins de circonscription Christine Moore (Abitibi-Témiscamingue) et Carole Hughes (Algoma-Manitoulin-Kapuskasing). L'actuelle chef néodémocrate au Yukon, Liz Hanson, l'appuie, tout comme l'ancien chef de l'Alberta Ray Martin.

Le Québécois Guy Caron a obtenu jusqu'à présent 22 de ces appuis d'envergure. Il peut com-

**Personne ne prévoit une victoire au premier tour. L'enjeu devient donc de savoir qui sera éliminé en premier et à qui ses partisans se rallieront.**

ter sur huit de ses collègues au caucus et sur deux députés provinciaux. Il se targue aussi d'avoir rallié l'ancienne chef du parti fédéral, Alexa McDonough, tout comme l'ancien chef du NPD ontarien, Howard Hampton. Quant à Niki Ashton, elle a recruté 11 gros noms, dont cinq députés fédéraux et deux provinciaux.

Si, à la lumière de ces statistiques, il est de bon ton dans les coulisses politiques de prédire une victoire facile à Jagmeet Singh, un récent sondage jette un éclairage un peu différent. La firme Mainstreet Research a sondé début septembre quelque 2009 personnes qui soit ont fait un don à

un des candidats dans la course, soit apparaissent sur les listes de membres des ailes provinciales du NPD (les membres provinciaux sont automatiquement membres au fédéral). Le sondage a été mené en anglais, en français et en punjabi.

Le résultat est des plus serrés: M. Singh arrive en tête, avec 27%, mais il est talonné par Charlie Angus, à 25%. Niki Ashton récolte 13% des intentions de vote tandis que Guy Caron ferme la marche avec 10% des appuis. Mais pas moins d'un répondant sur quatre a dit ne pas avoir pris de décision. Avec une marge d'erreur de 2%, 19 fois sur 20, cela signifie que MM. Singh et Angus sont à égalité statistique.

Un stratège dans chacun des quatre camps a accepté de partager avec *Le Devoir* ses prédictions quant au déroulement de la course à condition de ne pas être nommé. D'entrée de jeu, personne ne prévoit une victoire au premier tour. L'enjeu devient donc de prévoir qui sera éliminé en premier et à qui ses partisans se rallieront.

Les résultats du premier tour seront dévoilés le 1<sup>er</sup> octobre prochain à Toronto. Si aucun candidat ne récolte 50% des voix, alors celui qui est arrivé dernier sera éliminé. Les militants disposeront ensuite d'une semaine pour voter à nouveau. C'est donc dire que même les candidats en tête

peuvent perdre des appuis d'un tour à l'autre. Les résultats du second tour, si second tour il y a, seront rendus publics le 8 octobre, pendant le long week-end de l'Action de grâce, à Montréal.

### Potentiel de croissance limité

Dans les camps de Charlie Angus, de Guy Caron et de Niki Ashton, la prédiction est la même: si Jagmeet Singh ne gagne pas au premier tour ou n'obtient pas au minimum 40% du vote, il sera difficile pour lui de l'emporter. «*Soit les gens sont 100% avec lui, soit ils sont contre. S'il ne passe pas au premier tour, ce sera difficile*», confie l'un d'eux. Les trois stratèges tiennent le même discours: leurs militants choisissent rarement M. Singh comme second choix. Son potentiel de croissance est donc limité. Le sondage de Mainstreet Research tend à confirmer cette lecture: Jagmeet Singh ne serait le second choix que de 11% des répondants. En comparaison, M. Angus est le second choix de 25% des militants interrogés, Niki Ashton de 23% et Guy Caron de 20%.

Deux raisons sont évoquées pour expliquer cette tiédeur envers M. Singh. D'abord, on lui reproche une certaine arrogance d'*outsider* qui passe mal aux yeux de plusieurs militants

VOIR PAGE B 3: COURSE

# Langues autochtones: la survie à contre-courant

Plus les communautés autochtones sont éloignées des grands centres urbains, mieux leur langue se porte

**CAROLINE MONTPETIT**

L'histoire de la survie des langues autochtones du Québec est à la fois héroïque et tragique. Elle place souvent les membres des nations amérindiennes devant des dilemmes cornéliens, quelque part entre travailler au maintien de leur langue et de leur culture d'origine, et assurer l'avenir des individus dans la société occidentale d'aujourd'hui.

Plus les communautés autochtones sont éloignées des grands centres urbains, mieux leur langue se porte. C'est le cas notamment, au Québec, des langues atikamek, innue et inuktitut. À côté de la ville de Québec, la langue wendate

s'est complètement éteinte avant de tenter, tout récemment d'ailleurs, une renaissance. Près de Montréal, les Mohawks de Kahnawake soufflent sur les braises de leur héritage linguistique, à travers divers programmes scolaires, pour le faire vivre de nouveau. On l'a vu dans la série «*Kwe Kwe, les langues autochtones*» du Québec, que *Le Devoir* vous a présentée tout l'été.

On ne badine pas avec l'identité. Les Québécois sont bien placés pour le savoir. Ils savent aussi que la langue en est un ressort viscéral, très puissant. Et c'est sans doute ce qui motive les autochtones, à l'encontre souvent de tout calcul de rentabilité ou d'ambition, à tout

faire pour sauvegarder leur héritage linguistique fragile.

Ils ne sont pas seuls. Sur la scène mondiale, la grande majorité des langues minoritaires est menacée d'extinction. En 2009, l'UNESCO avançait que la moitié des langues du monde risque la disparition d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle.

«*Il va sans dire que ce sont les "petites langues" qui sont le plus menacées, c'est-à-dire celles qui ont de faibles effectifs de locuteurs natifs. Les chiffres sont frappants: 6% des langues sont parlées par 94% de la population mondiale, et les 6% de locuteurs restants se partagent l'utilisation de 94% des langues du monde*», écrit la linguiste Lynn Drapeau, spécialiste de la langue innue,

dans un chapitre sur les langues du livre collectif *Les Autochtones et le Québec*, publié aux Presses de l'Université de Montréal.

Au Canada, c'est au Québec que l'héritage linguistique autochtone est le mieux préservé. Est-ce que ce pourrait être dû à la cohabitation de deux langues colonisatrices avoisinantes, le français et l'anglais? Dans le Nord-Ouest canadien, des langues comme l'inuktitut, encore très vivante au Nunavik, sont en péril, relève Lynn Drapeau. «*Dans les années 1970, il y a des chercheurs qui ont émis l'hypothèse que les langues autochtones avaient été préservées à cause*



Dans les communautés inuites du Nunavik, à l'extrême nord du Québec, l'inuktitut est encore très vivant.

VOIR PAGE B 2: LANGUES

## PERSPECTIVES

## Dans l'œil de l'ouragan

ÉLISABETH VALLET



Vilipendé, encensé ou ignoré, l'ouvrage écrit par Hillary Clinton a ramené à la singulière année électorale 2016 à l'avant-scène. Et avec elle cette étrange détestation d'une femme qui marque — qu'on l'aime ou non — l'histoire des États-Unis.

Les historiens tireront sans doute des leçons du déroulé de cette défaite. Une politicienne d'expérience (deux fois sénatrice, secrétaire d'État) impliquée en politique et engagée. Une puissance étrangère qui tente de pirater les machines de vote, d'influencer les électeurs, et qui développe des canaux de communication informels avec l'un des deux candidats. Un processus dont les services de renseignement soulignent désormais publiquement la dangerosité, des frontières de la Lituanie aux élections en Europe. Et, pour finir, une star de la télé-réalité, sans expérience de gouvernement. Un héritier entrepreneur, qui a présidé à un certain nombre de flops commerciaux, allant de la faillite des casinos d'Atlantic City à celle de la compagnie aérienne Eastern Air Shuttle, de la vodka Super Premium aux Trump Steaks — sans parler de la Trump University.

En 492 pages, Hillary Clinton revient sur sa défaite et tend un miroir aux États-Unis

Puis, il y a l'Histoire. D'abord, parce qu'Hillary Clinton cherchait à réaliser ce qui n'est pas arrivé depuis 1836: Martin Van Buren est le dernier démocrate qui, bien que n'ayant pas été président ou vice-président sortant, a pu succéder à deux mandats d'un président démocrate (en l'occurrence Andrew Jackson).

Ensuite, parce qu'elle a omis de tirer les leçons de l'élection de Barack Obama en 2012: Mitt Romney était lui aussi tombé de haut, persuadé qu'il était de gagner. Et pourtant, en 2016, l'équipe démocrate n'a pas rédigé de discours de défaite, la maison voisine des Clinton, acquise récemment, était déjà pensée pour accommoder les services de sécurité de la présidente et Hillary Clinton concevait les nominations ministérielles avant même de parachever sa campagne sur le terrain. Mais de cela, elle prend la pleine responsabilité. Et elle seule.

Il y avait également la présomption que, malgré les distorsions dans le traitement médiatique des femmes candidates par rapport aux hommes, malgré les exigences comportementales accrues auxquelles elles sont soumises (établies par plusieurs études universitaires, comme celles d'Erica Falk, mises à jour au cours de la dernière année), les Américains étaient prêts. Prêts pour une femme présidente. Après tout, si l'on en croyait les sondages de Gallup, on n'avait jamais été aussi proche du changement. Mais c'était sans compter sur une certaine forme d'« effet Bradley », où, dans le secret de l'isolement, le sexisme implicite, internalisé (selon Caroline Heldman), par les hommes mais aussi par les femmes, refait surface au point de perturber le vote.

## Un témoignage crucial

De manière surprenante, il est plus aisé de voir dans *What Happened* d'Hillary Clinton une œuvre larmoyante et amère que ce qu'elle est simplement: le récit d'un moment inédit de la politique américaine, écrit à la première personne, dont les 492 pages méritent (au moins) autant d'attention que les 140 caractères que l'actuel président jette en pâture à la twittosphère à 3 heures du matin. Un témoignage crucial dont la valeur historique supplante sans aucun doute la préservation en l'état des statues des vieux confédérés qui reflètent un temps révolu. Mais voilà, cet ouvrage représente aussi le miroir d'une réalité dérangeante: si tous les électeurs de Trump ne sont pas racistes, misogynes, xénophobes et « déplorables », il reste qu'ils ont jugé admissible de voter pour lui (ou de s'abstenir) plutôt que pour une femme.

Est-ce pour cela que 61 % des électeurs américains, selon un sondage Rasmussen, estiment qu'Hillary devrait prendre sa retraite? Le journal *The Hill* donnait cette semaine la parole à un membre de l'establishment démocrate qui lui enjoint de « se la fermer »; tandis que nombre de démocrates ont manifesté leur besoin de « passer à autre chose », accusant Clinton de raviver des guerres intestines.

## Un parti à reconstruire

Il serait pourtant utile de rappeler aux démocrates qu'au-delà du président actuel, le trumpisme est peut-être là pour de bon. Et les fractures internes aussi. L'omniprésence de Bernie Sanders (auquel d'ailleurs Hillary Clinton ne s'attaque pas hargneusement, contrairement à ce qui a été dit) rappelle que ce septuagénaire autoproclamé socialiste et indépendant trace de dangereuses lézardes dans l'édifice démocrate. D'autant que les performances du parti de l'âne ne sont pas reluisantes puisqu'il est minoritaire au niveau des États, avec 15 gouverneurs et 12 législatures alors que les républicains en détiennent respectivement 34 et 32 (6 législatures sont dites partagées), comme au niveau fédéral. Qu'Hillary Clinton reste en politique ou pas n'y changera rien.

## Plaidoyer pour l'indépendance

Regroupés depuis deux ans au sein du CHUM, les médecins de Sainte-Justine lancent un mouvement pour faire reculer le gouvernement

JESSICA NADEAU

Les médecins de l'hôpital Sainte-Justine s'insurgent contre la fusion forcée de leur établissement avec le CHUM, craignant d'être « avalés par ce gros mammoth ». Ils lancent un vaste mouvement pour mobiliser tous les acteurs, employés et familles de patients, dans le but de faire reculer le gouvernement.

Pourtant, cela fait plus de deux ans que le regroupement est effectif et aucun impact tangible n'a encore été observé à l'hôpital pédiatrique. Pourquoi, alors, cette mobilisation? Et pourquoi aujourd'hui?

Toute cette histoire débute en 2015, avec l'adoption du projet de loi n° 10 qui centralisait les quelque 200 hôpitaux du Québec dans une vingtaine de nouveaux centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS). Une poignée d'établissements, dont Sainte-Justine, en étaient exclus en fonction de la spécificité de leur mission.

Quelle ne fut donc pas la surprise des médecins de l'hôpital pédiatrique lorsqu'ils ont appris, quelques mois plus tard, que leur hôpital était « regroupé » avec le Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM).

« C'est arrivé du jour au lendemain, sans aucune raison apparente », raconte la D<sup>re</sup> Valérie Lamarre, présidente du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) de Sainte-Justine. On a été convoqués un matin et ils nous ont annoncé que nos conseils d'administration ne feraient plus qu'un et que notre p.-d.g., Fabrice Brunet, devenait également le p.-d.g. du CHUM.

« Dès lors, on a commencé à se poser des questions. Mais c'est quoi, ça? Pourquoi? On ne voyait pas comment ça pourrait apporter des bénéfices à l'hôpital. Au contraire, on ne voyait que des désavantages et des risques potentiels. »

Les inquiétudes étaient si vives que le CMDP a été invité à sortir de son rôle habituel, soit de réguler la qualité des actes médicaux et de donner des sanctions en discipline, pour s'intéresser au « problème de la fusion ».

Un comité a été formé, des sondages ont été menés et les médecins ont été rencontrés dans l'espoir de transposer les craintes « instinctives » en argumentaire solide. Le fait que ce soit le p.-d.g. de Sainte-Justine qui se retrouve à la barre du large vaisseau et non l'inverse a tout de même « rassuré » les équipes, qui avaient une grande confiance en lui. « Ça nous a un peu endormis », constate aujourd'hui la D<sup>re</sup> Lamarre.

## Optilab

La réalité les a heurtés de plein fouet en 2016, lorsqu'ils ont appris qu'ils perdaient leur laboratoire au profit du CHUM, dans le cadre du projet Optilab qui centralise les laboratoires des hôpitaux québécois dans quelques établissements choisis.

« Là, c'était quelque chose de concret. On voyait très bien l'implication pour nos patients de ne plus avoir nos propres laboratoires. Nos membres nous disaient: voyez ce que ça fait de ne pas être reconnu comme un centre hospitalier universitaire (CHU) à part entière. Tous les CHU dirigent leur laboratoire, il n'y a que le CHU Sainte-Justine qui ne dirige pas le sien. »

Après neuf mois de bataille, Sainte-Justine a réussi à faire ajouter un directeur médical pédiatrique dans l'équipe de direction du laboratoire. « C'est fragile, ça peut être aboli demain matin, mais c'est ce qu'on a réussi à obtenir », se désole la D<sup>re</sup> Lamarre.

## Quels impacts?

Au comité des usagers de Sainte-Justine, on affirme que le regroupement des deux établissements est « un dossier que l'on suit de très près » mais que, « pour l'instant, il n'y a pas d'impacts sur les patients ».

La D<sup>re</sup> Valérie Lamarre lui donne raison. Les impacts ne se font pas encore sentir, si ce n'est un certain « manque de leadership » en raison du fait que le p.-d.g. a deux fois plus de travail qu'avant. « Non, il n'y aura pas d'impacts sur les soins cette semaine. C'est plus insidieux que ça. C'est à long terme que ça va se faire sentir, quand, dans 15 ans, on va être devenu le département de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le principal argument avancé pour justifier le regroupement est de faciliter le transfert des enfants une fois ceux-ci devenus adultes. Il est toutefois contesté par les médecins.

pédiatrie du CHUM », répond la D<sup>re</sup> Lamarre.

« Le CHUM, c'est un trop gros mammoth. Ils sont trois fois plus gros que nous. Quand on sera avalé, les ressources pédiatriques vont être drainées. La priorité, ce ne sera jamais nous. Ça va être la bataille, on le sent déjà avec les laboratoires. Quand on va vouloir développer un nouveau test, on va nous demander: mais pourquoi développer un nouveau test pour diagnostiquer une maladie d'enfant quand nous, on a besoin d'un nouveau test pour nos populations adultes? Ça va toujours être comme ça. »

Lors de l'annonce officielle, en 2015, tant le ministre de la Santé, Gaëtan Barrette, que le p-

## Le regroupement mènera inévitablement à une intégration totale, estime Michel Nadeau, de l'IGOPP

d.g., Fabrice Brunet, se faisaient rassurants: c'était un regroupement et non une fusion. Chacun garderait son indépendance.

« Je les crois lorsqu'ils disent que ça n'ira pas plus loin. Mais Sainte-Justine ne peut pas être protégé par des individus. Un p.-d.g., ça passe, un ministre aussi. Ça prend des structures pour défendre la mission unique de Sainte-Justine. »

Michel Nadeau, de l'Institut sur la gouvernance d'instituts privés et publics (IGOPP), partage ses inquiétudes. « L'actuel p.-d.g. va peut-être préserver l'identité de Sainte-Justine, mais son successeur n'aura pas les mêmes racines et va vouloir rationaliser. Et lorsque Québec va annoncer des compressions dans les hôpitaux, on va essayer de faire des économies organisationnelles, on va fusionner doucement les services. On va commencer par de petits morceaux, on va dire qu'on ne change pas le mandat, mais ça va devenir un vrai méli-mélo. Ce genre de rapprochement, ça mène toujours à l'intégration. »

## Transfert des patients

Le principal — sinon le seul — argument avancé pour justifier ce regroupement est de faciliter le transfert des enfants une fois ceux-ci devenus adultes. Mais cet argument ne tient pas la route, arguent les médecins.

En effet, Sainte-Justine traite des enfants qui viennent des quatre coins du Québec et ces der-

niers retournent généralement dans leurs régions respectives après.

De plus, ceux qui souffrent de maladies graves et qui ont besoin de soins spécialisés une fois adultes sont transférés dans les hôpitaux en fonction de leurs domaines d'expertise. Ainsi, un patient souffrant de malformation cardiaque sera transféré à l'Institut de cardiologie, et non au CHUM, illustre la D<sup>re</sup> Marie-Josée Clermont, qui dirige le comité sur les transitions et les transferts à Sainte-Justine.

« Pour chaque spécialité, des corridors de services ont été développés pour assurer les transferts [...] Mais la grande majorité des patients ont seulement besoin d'un bon médecin de famille. Ça, c'est plus difficile parce qu'à Montréal, et dans les couronnes, on manque de généralistes. »

Est-ce que le regroupement pourrait alors devenir une solution? « Je ne le pense pas », répond la D<sup>re</sup> Clermont. On se tourne plutôt vers les GMF régionaux pour développer des liens avec ceux qui aimeraient recevoir ces jeunes adultes. »

Le comité de transfert n'a reçu aucune consigne pour favoriser les transferts avec le nouveau partenaire, ajoute-t-elle. « Ça n'a rien facilité du tout. »

## Mobilisation

En août, plus de 300 médecins de Sainte-Justine ont signé une lettre implorant le ministre Barrette de faire marche arrière. Des lettres ouvertes ont été publiées dans les médias. Le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens rencontre des politiciens et l'ensemble des groupes qui œuvrent entre les murs de l'hôpital pour les sensibiliser aux risques de dérives. On souhaite aller chercher l'appui de « tous les défenseurs naturels » de Sainte-Justine. Les médecins se disent prêts à descendre dans la rue et sollicitent même des avis juridiques pour connaître leurs options.

« Oui, nos inquiétudes sont sur le long terme, mais il faut agir maintenant parce que plus longtemps on va laisser ça aller, plus ça va être difficile de revenir en arrière », conclut la D<sup>re</sup> Valérie Lamarre.

Le Devoir

## LANGUES

SUITE DE LA PAGE B 1

du fait qu'il y avait eu deux langues de contact », dit la linguiste. Pour d'autres, c'est l'arrivée tardive des pensionnats dans les régions éloignées du Québec qui expliquent le phénomène.

Avec ces langues, c'est tout un édifice de l'histoire du Québec que nous regardons, avec une indifférence effarante, s'effondrer. « Deux cent cinquante langues aborigènes ont déjà disparu, et les autres ont peu de chances de survivre longtemps. Pourtant, cela ne semble inquiéter personne », écrit Daniel Nettle et Suzanne Romaine, en préface de leur livre *Ces langues, ces voix qui s'effacent*, traduit en français aux éditions Autrement.

Car ce sont bien les noms des lieux du Québec, d'Ivujivik au lac Memphrémagog, en passant par Natashquan et Chisasibi, dont le sens s'envole alors que les aînés autochtones des 11 nations du Québec rendent l'âme les uns après les autres, laissant à leur suite une progéniture marquée par les politiques d'assimilation canadiennes et par l'occidentalisation de leur terre d'origine.

Lynn Drapeau, qui a écrit une grammaire de la langue innue, voit dans ces langues un « trésor ». « Une langue, c'est un trésor immatériel, ça n'est pas comme une pyramide ou un temple, dit-elle. Mais les gens qui parlent ces langues savent qu'il s'agit d'un trésor. »

Comme la plupart des langues autochtones, l'innu est une langue polysynthétique, où le verbe est central, explique-t-elle. Les Innus accordent aussi une grande importance à l'endroit d'où vient l'information qu'ils transmettent, c'est-à-dire qu'ils s'expriment différemment selon qu'ils ont obtenu l'information de quelqu'un d'autre ou à la télévision, par exemple.

## Apprentissage en concurrence

Depuis le milieu des années 1970, les autochtones ont repris en charge la responsabilité de leur éducation, dans la foulée d'un programme d'amérindianisation des écoles, lancé par le ministère des Affaires indiennes du Canada. « Il y a eu une dévolution du pouvoir dans les bandes », explique Lynn Drapeau. Ils y ont, à des degrés divers, intégré des cours de langue autochtone. Mais, on l'a vu, cet apprentissage est souvent mis en concurrence avec celui des langues dominantes, le français et l'anglais, qui s'ouvrent, elles, sur un avenir professionnel plus certain pour les enfants autochtones. Lynn Drapeau a même vu des parents envoyer leurs enfants à l'école en innu, mais leur parler en français à la maison, pour s'assurer qu'ils n'ont pas de retard. « Les gens sont coincés. Ils veulent que leurs enfants réussissent à l'école et dans la vie, en français ou en anglais, et ils veulent aussi qu'ils connaissent leur langue. Mais ils voient cela comme s'il fallait choisir entre l'un ou l'autre, alors que la plupart des linguistes vont dire qu'on peut avoir beaucoup de succès en étant bilingue », dit-elle. À divers degrés, les commu-

nautés autochtones ont produit du matériel pédagogique dans leur langue.

« Il y a beaucoup de choses qui sont faites, et beaucoup de choses qui ont des résultats tangibles, dans beaucoup de communautés, avec des hauts et des bas », constate-t-elle.

Mais les langues autochtones sont d'abord et avant tout des langues de tradition orale. Leur transcription en langue écrite est récente, et les orthographes qui la composent sont souvent disparates. « En français, par exemple, on ne se demande pas si monsieur va s'écrire avec ou sans "r" », mentionne Lynn Drapeau. Or, c'est le genre de débat qui peut avoir lieu dans une communauté autochtone. « Chacun veut que sa propre prononciation soit reflétée dans la langue écrite », dit-elle. « Aussi, ce qui se passe quand il n'y a pas de langue écrite, c'est que la langue se fractionne en dialectes », dit-elle.

Au-delà des programmes scolaires, certains autochtones se demandent s'ils ne devraient pas légiférer pour assurer la pérennité de la langue auprès des jeunes. La ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly, est présentement en consultation pour élaborer un projet de loi protégeant les langues autochtones du Canada. « Mais pour légiférer, il faut une instance », relève Lynn Drapeau. Pour l'instant, chaque communauté est dirigée par un conseil de bande distinct. « Et puis, on ne peut pas forcer quelqu'un à parler une langue », dit-elle. Est-ce qu'on peut empêcher un monde de disparaître?

Le Devoir

## PERSPECTIVES



## Nourrir pour mieux réussir

La recette brésilienne de distribuer des repas gratuits aux élèves fait du chemin

ARMEND NIMANI AGENCE FRANCE-PRESSE

MARCO FORTIER

Depuis la semaine dernière, tous les élèves des écoles publiques de New York mangent gratuitement le midi. Ils avaient déjà droit au petit-déjeuner gratuit. C'est le gouvernement fédéral qui paie la facture. La commission scolaire de New York s'inspire d'un programme mis en place au Brésil, qui fournit deux repas gratuits chaque jour aux 45 millions d'élèves fréquentant une école publique.

La distribution de repas gratuits aux élèves est considérée comme le programme social le plus important dans le monde. Plus de 368 millions d'enfants, soit un sur cinq, reçoivent au moins un repas par jour lorsqu'ils sont à l'école, selon les Nations unies.

La recette brésilienne de la réussite scolaire — un enfant bien nourri réussit mieux qu'un enfant affamé — fait du chemin même dans des pays riches comme les États-Unis, le Japon, la France, la Suède ou la Norvège, par exemple, qui offrent des repas gratuits ou à faible coût aux écoliers.

« Notre expérience peut profiter aux pays développés. Le programme brésilien offre non seulement des repas, mais surtout des repas nutritifs. Les élèves brésiliens ont de bien meilleures habitudes alimentaires et une bien meilleure santé que leurs parents », dit Daniel Balaban, qui a géré le Programme national d'alimentation scolaire brésilien durant neuf ans. *Le Devoir* l'a joint à Brasília, où il dirige désormais le Centre d'excellence contre la faim du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies.

Cet économiste fait partie d'une

## 368 millions

C'est le nombre d'enfants dans le monde qui reçoivent au moins un repas par jour lorsqu'ils sont à l'école, soit un sur cinq.

Source : Nations unies.

délégation de 300 experts de 50 pays qui sont attendus à Montréal toute la semaine, jusqu'au 21 septembre, pour le Forum mondial sur la nutrition infantile. Ce congrès annuel vise à encourager la mise en place de programmes alimentaires nationaux dans les écoles.

« Les programmes de repas scolaires existent dans presque tous les pays, et ils représentent le plus important filet de sécurité au monde », indique la documentation du Forum.

« Pour de nombreux enfants vivant dans les communautés vulnérables, il s'agit de leur seul repas nutritif de la journée. Il est prouvé que les repas scolaires attirent les enfants à l'école, augmentent la présence des filles et fournissent l'alimentation dont ils ont besoin pour se concentrer et apprendre. »

### Remplir les ventres et les cerveaux

Le Brésil, géant économique aux prises avec des inégalités sociales choquantes, a commencé en 1954 à nourrir gratuitement les élèves de ses écoles publiques. À l'époque, c'était une façon de combattre la malnutrition dans les régions les plus pauvres et isolées du pays.

C'était aussi une façon d'inciter les familles pauvres à envoyer leurs enfants à l'école. Le programme s'est étendu au fil des ans jusqu'à devenir obligatoire pour

tous les élèves de toutes les écoles publiques du Brésil, sous le gouvernement Lula en 2009.

Cette initiative était le fait saillant d'une offensive plus large, baptisée Faim zéro, qui comprenait entre autres l'instauration d'allocations familiales — un peu comme au Québec et au Canada. Le programme de repas dans les écoles vise aussi à encourager l'agriculture familiale : 30% de l'approvisionnement des écoles doit provenir de petites fermes locales.

« La loi met en place des normes nutritives pour les repas. La malbouffe est bannie des écoles; 90% des problèmes de santé sont liés à ce qu'on mange », dit Daniel Balaban.

« Le programme d'alimentation scolaire ne s'applique pas aux écoles privées, mais elles ont quand même emboîté le pas : elles ne servent plus de pizzas, de hamburgers, de boissons gazeuses et d'autres aliments malsains », ajoute-t-il.

### Effet positif

La distribution de repas dans les écoles des 5565 municipalités brésiliennes coûte 2,5 milliards \$US au gouvernement fédéral cette année, selon M. Balaban. À l'échelle canadienne, un programme comparable pourrait coûter environ 500 millions \$CAN par année. Une utopie ?

Alain Noël, professeur spécialisé en inégalités sociales au Départe-

ment de science politique de l'Université de Montréal, n'ose pas se prononcer. Il ne dispose pas d'information solide sur l'efficacité de la distribution de repas gratuits dans les écoles.

« La France, qui offre des cantines à tous les enfants, à prix modulés en fonction du revenu des parents, constitue un autre modèle qui mériterait d'être considéré », estime-t-il. Il se rappelle avec bonheur une année sabbatique en France, sans lunch à préparer pour les enfants.

Chose certaine, il existe un lien « statistiquement significatif » entre l'alimentation et les résultats scolaires, selon une étude publiée en 2017 dans le *Journal of Human Nutrition and Dietetics*, au Royaume-Uni. Les élèves qui prennent un petit-déjeuner réussissent mieux que les autres, conclut ce rapport, établi en analysant les résultats de 40 recherches menées dans 18 pays, dont le Canada.

Quelque 166 148 élèves âgés de 10 à 18 ans ont participé à ces études. Les élèves qui ingurgitent de la malbouffe (boissons gazeuses sucrées, autres aliments peu nutritifs) une fois par jour ont plus de difficultés en lecture que leurs camarades qui se nourrissent bien.

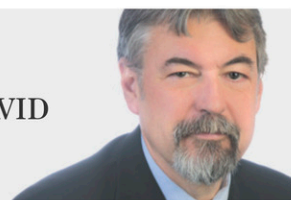
Au Québec, la distribution de diners gratuits, préparés sur place (même financés par Ottawa), pourrait être difficile dans les écoles primaires : la plupart n'ont pas de cafétéria.

Ca n'empêche pas le Club des petits-déjeuners de distribuer un repas du matin à 167 000 élèves dans 1455 écoles au Canada. Un million d'autres enfants sont à risque d'arriver à l'école le ventre vide au pays, estime le Club.

Le Devoir

## Le procès in absentia

MICHEL DAVID



Selon le premier ministre Couillard, il est nécessaire de tenir à huis clos les audiences de la Commission sur le racisme et la discrimination systémiques, sans quoi les gens qui en sont victimes auraient peur de témoigner publiquement. « Ils craignent d'être vus et entendus », a-t-il déclaré.

L'absence des médias lors des consultations qui seront tenues aux quatre coins du Québec favorisera « un climat propice à la libre expression », explique-t-on au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. Pour la suite des choses, « il appartient aux organismes d'évaluer l'opportunité d'invoquer les médias ».

Pourtant, dans l'Ontario voisin, auquel M. Couillard se plaît fréquemment à nous comparer, on a tenu dans la plus complète transparence une série d'assemblées publiques dans 10 villes, auxquelles 2500 personnes ont participé entre juillet et décembre 2016. Cela a mené, au printemps dernier, à l'adoption d'une loi et d'un plan triennal qui vise à « identifier et à combattre le racisme systémique dans les politiques, les programmes et les services et à travailler effectivement à promouvoir l'équité raciale pour tous ».

L'organisation de cette consultation n'avait pas été sous-traitée. C'est la Direction générale de l'action contre le racisme, qui relève directement du gouvernement ontarien, qui en était le maître d'œuvre. Le gouvernement Couillard en a plutôt donné le mandat à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, qui a elle-même confié à des organismes sans but lucratif (OSBL), encore non identifiées et à l'objectivité incertaine, le soin de superviser les audiences.

◆ ◆ ◆

En Ontario, personne ne s'est plaint de la présence des médias. Toutes les audiences ont même été diffusées en direct sur le Web. Chaque intervenant était invité à s'identifier et à préciser quel organisme il représentait, si c'était le cas. Le choix de ceux qui ne voulaient pas être filmés était cependant respecté. Une transcription intégrale des échanges, avec traduction en français, est également disponible sur le site de la Direction générale, mais le nom des intervenants n'y apparaissait pas.

A leur lecture, il est clair que la présence des médias n'a empêché personne de se vider le cœur. Le climat a souvent été tendu. À Toronto, un intervenant a lancé au maire, John Tory, qui assistait à la rencontre : « Votre police est raciste. » La première ministre Wynne, qui était également présente pour cette première assemblée, s'est fait dire : « On voit en Ontario des femmes musulmanes attaquées dans les rues, des mosquées qui sont vandalisées, les gens sont attaqués à l'école et au travail. »

À Hamilton, on a dénoncé « une discrimination de couleur qui existe depuis très longtemps dans les services de pompiers ». Un intervenant de confession sikhe a lancé au ministre délégué à l'Action contre le racisme, Michael Coteau : « Il y a des gens racistes dans le gouvernement même. »

Pourquoi ce qui était bon pour l'Ontario serait-il mauvais pour le Québec ? M. Couillard semble croire que les Québécois sont plus xénophobes que leurs voisins et qu'ils vont lyncher ces ingrats qui oseront critiquer leur société d'accueil. Le premier ministre donne souvent l'impression de s'être donné pour mission de nous protéger contre nous-mêmes, parfois même de suggérer qu'il faudrait renoncer à être nous-mêmes.

◆ ◆ ◆

Des audiences publiques peuvent sans aucun doute provoquer des réactions négatives, mais l'objectif est précisément de favoriser une prise de conscience, et cela peut être douloureux. Bien entendu, si M. Couillard a d'autres motivations à l'aube de cette année électorale, c'est une autre affaire.

Depuis le début, le PQ et la CAQ présentent cette commission comme un procès de la société québécoise. Le gouvernement voudrait accréditer cette perception qu'il ne procéderait pas autrement. Dans une société de droit, on ne juge cependant pas un accusé *in absentia*.

Des voix s'élèvent de toutes parts pour demander au premier ministre d'annuler l'opération. Même Québec solidaire, qui a appuyé l'idée d'une telle commission dès le départ, estime maintenant que sa crédibilité est « sérieusement entachée » et réclame plus de transparence.

On a déjà vu des gouvernements faire marche arrière après s'être longtemps entêtés, mais M. Couillard a la tête particulièrement dure. Pendant deux ans, il est resté sourd à tous les appels le suppliant de ralentir le rythme des compressions budgétaires, dont les effets négatifs étaient pourtant évidents. Le premier ministre est sans doute trop orgueilleux pour renoncer purement et simplement à sa commission, mais personne ne lui reprocherait d'avoir le bon sens de corriger les incongruités qui risquent d'en faire une triste farce.

Le Devoir

mdavid@ledevoir.com

## COURSE

SUITE DE LA PAGE B 1

de longue date. Son refus, par exemple, de s'engager à se présenter lors de la prochaine élection fédérale même s'il n'est pas élu chef dérange. (L'Ontario se rend aux urnes au printemps et M. Singh pourrait décider de défendre son siège à Queen's Park.) Ensuite, certains lui reprochent d'avoir manqué de clarté sur l'enjeu des pipelines.

Sans surprise, les camps Caron et Ashton terminent chacun que l'autre terminera dernier et sera éliminé au premier tour. Et les deux pensent que les appuis de l'autre lui reviendront, de même que certains de ceux de M. Angus, et que ce sera suffisant pour se hisser au second rang et ainsi éviter le couperet du second tour. (Le camp Ashton confirme que ses militants cochent M. Caron comme second choix.) Le camp Angus, lui, pense que c'est Guy Caron qui sera le premier éliminé et que ses votes lui reviendront en grande majorité. L'équipe de M. Singh ne veut pas se prononcer.

Les adversaires de Charlie Angus aiment souligner à gros traits que seulement deux députés fédéraux l'appuient, ce qui est d'autant plus surprenant qu'il a déjà été président du caucus. Un président jouit généralement de l'affection des élus qui l'ont choisi. « Ça démontre qu'il interagissait mal avec les autres », soutient-on.

Le clan Angus rétorque que cela s'explique par le contexte tumultueux pendant lequel il a assumé la présidence : juste après que Thomas Mulcair s'est fait montrer la porte par les militants, au printemps 2016. Dans la foulée de cette destitution, deux clans se sont formés au caucus : ceux (des Québécois en majorité) qui acceptaient la décision de M. Mulcair de rester en poste jusqu'à la sélection de son successeur, un an et demi plus tard, et ceux qui souhaitaient devancer son départ.

« Charlie a essayé de garder le parti uni et de faire le pont entre les deux clans. C'était un moment fâcheux pour être président du caucus. Il devait travailler beaucoup pour s'assurer que tout le monde marche au pas, mais sans avoir l'appui d'un chef fort. » Des flétrissures en ont résulté...

### Des rebondissements

La fin de cette longue course au leadership a été marquée par quelques rebondissements. D'abord, il y a eu cette vidéo où une femme enragée prend à parti Jagmeet Singh pendant un événement public et l'accuse d'appuyer la sharia et les Frères musulmans. M. Singh lui répond en répétant « amour et courage ». « Nous ne voulons pas que la haine bousille un événement positif », finit-il par dire, sans jamais vraiment s'adresser à la dame qui vocifère à quelques centimètres de son visage. La vidéo a été vue plus de 40 millions de fois. M. Singh a expliqué par la suite qu'il n'avait pas voulu tromper la dame (il est sikh, et non musulman) car, pour lui, cela aurait presque légitimé l'islamophobie. Plusieurs militants ont été fiers de sa réaction et pensent que cela l'aidera dans la course.

Il y a aussi eu la décision d'Alexandre Boulerice de rester neutre dans la course. Il avait au départ appuyé Peter Julian, mais M. Julian s'est retiré de la course et s'est depuis rangé derrière Jagmeet Singh. Dans les coulisses, on soutient que M. Boulerice n'avait plus intérêt à se mouiller. Il n'appuie pas M. Singh alors que c'est lui qui a le plus de chances de gagner. De plus, la base

électorale du député de Rosemont-La Petite-Patrie (qu'on appelle parfois la « ligne orange », du nom de la ligne de métro le long de laquelle elle se masse et qui vote Projet Montréal au municipal, Québec solidaire au provincial et NDP au fédéral) aurait un faible pour Niki Ashton.

Le député Pierre Nantel a donné un coup de gueule en déclarant au *Devoir* que, si le prochain chef de sa formation ne respectait pas le droit de l'Assemblée nationale à Québec de voter les lois de son choix, notamment en matière de laïcité, il se réserverait le droit de siéger comme indépendant. Quant à M<sup>me</sup> Ashton, elle n'a pas pu prendre part en personne au dernier débat de Vancouver car elle est enceinte de huit mois (de jumeaux, de surcroît) et qu'elle ne peut plus prendre l'avion.

Ce dimanche, les quatre candidats disposeront de 20 minutes chacun pour débiter une dernière fois avant le vote leur boniment aux militants réunis à Hamilton. Tout est possible : discours, vidéos, musique, son et lumière. Certaines campagnes promettent déjà d'en mettre « plein la vue ».

Le Devoir

# ÉDITORIAL

« DREAMERS »

## Trump pactise

Donald Trump, tout à coup apôtre de la collaboration bipartite? Plutôt l'un des présidents américains les plus déçus que le pays ait jamais connus. L'homme n'a jamais été que dangereux depuis son arrivée à la Maison-Blanche. Voilà qu'il s'amende sur la question des « Dreamers » et qu'il pose un geste utile en pactisant avec les démocrates, par calcul et par intérêt. Les républicains se déchirent? On s'en réjouit.

La vie politique américaine repose comme nulle autre sur l'art du marchandage. Et c'est nécessairement sous cet angle qu'il faut en partie lire la communion d'esprit qui a réuni cette semaine le président Trump et les leaders du Parti démocrate autour d'un projet d'accord destiné à régulariser, contre renforcement d'un certain nombre de mesures de sécurité frontalière, la situation des 800 000 sans-papiers arrivés enfants aux États-Unis.

Une communion d'esprit qui est le signe que M. Trump a vite regretté d'avoir abrogé il y a dix jours le décret par lequel l'ex-président Barack Obama avait mis ces « Dreamers » à l'abri de l'expulsion en leur permettant de vivre, de travailler et d'étudier légalement aux États-Unis. Et qu'il s'est vite rendu à l'évidence que la majorité républicaine au Congrès n'arriverait à rien dans les six mois qu'il lui avait impartis pour trouver une solution de rechange.

L'échec de la stratégie « d'abrogation et de remplacement » de la loi sur la santé (l'Obama-care) a laissé des traces. Il a montré à quel point il n'y a plus seulement deux, mais trois partis au Congrès, compte tenu de l'état de division dans lequel se trouvent les républicains entre modérés et ultraconservateurs.

D'où ce rapprochement contre nature entre la Maison-Blanche et la minorité démocrate... M. Trump prend acte, du moins ponctuellement, et se trouve donc à faire un pied de nez à son propre parti — si tant est que le Parti républicain est vraiment le sien. On ne peut pas oublier qu'il en est devenu l'année dernière le candidat à la présidence américaine contre la volonté absolue de l'establishment du Grand Old Party. L'occasion est trop belle pour lui de lui rendre aujourd'hui la monnaie de sa pièce. M. Trump est son propre parti. Il est capable de tous les marchandages.

La stratégie pourrait faire des petits autour d'autres initiatives législatives — ou non. À partir du moment où les démocrates s'entendent avec M. Trump et acceptent de l'appuyer en bloc, le président n'a plus besoin que d'une partie des voix républicaines pour obtenir une majorité au Sénat et à la Chambre des représentants. Le débat sur les « Dreamers » va tester cette approche. Qu'elle fonctionne, et d'autres accords viendront.

Négociant avec l'ennemi, le président s'est attiré les foudres des ultras, qui l'accusent d'édulcorer ses positions anti-immigration et de reculer sur la promesse clé de sa campagne présidentielle : la construction du mur à la frontière mexicaine.

Sa base électorale s'en trouve « irrémédiablement détruite », a prophétisé Steve King, un élu de l'Iowa aux positions féroce-ment anti-immigrantes. « Si nous n'obtenons pas le mur, alors je préférerais avoir le président Pence », a réagi l'imbuvable commentatrice Ann Coulter.

Si, pour l'heure, M. Trump a choisi de contourner ces voix hystériques qui voient en lui leur sauveur, le fait est pourtant qu'il aura amplement le temps de renouer avec ses positions anti-immigration les plus virulentes. Il n'a pas fini de nous faire peur. Ses sensibilités ultranationalistes sont épidermiques et ses penchants pour l'extrême droite, indécrottables. Sa compassion pour les « Dreamers » est l'exception qui confirme la règle.

CRISE DES OPIOÏDES

## Une menace sérieuse

La réponse offerte par le gouvernement Couillard à la crise des opioïdes est bien timide. Québec tarde à prendre conscience de l'ampleur de ce drame, alors que Santé Canada vient tout juste de revoir à la hausse le nombre de décès causés par les opioïdes.

Huit Canadiens sont morts chaque jour en 2016, et le bilan de l'année en cours frôlera les 3000 morts. Au Québec, où les autorités sont incapables de fournir des statistiques actualisées, 140 personnes sont mortes en 2016. Depuis l'an 2000, le Québec recense 2559 décès par surdose d'opioïdes. Ici aussi, le fentanyl se répand.

L'été qui s'achève n'a guère été reluisant. Les cas anecdotiques de surdoses mortelles s'accumulent, notamment au centre-ville de Montréal, avec 12 morts en deux semaines en août, forçant le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à démanteler d'urgence des réseaux de petits trafiquants de drogue. Ces interventions policières, nécessaires dans un climat d'urgence, sont l'équivalent d'un diachylon sur une plaie sociale. L'accumulation des cas de surdose démontre bien que nous avons quitté le registre du fait divers pour entrer dans celui du fait de société dans sa manifestation la plus inquiétante.

L'Agence de la santé publique du Canada, l'Institut de recherche en santé du Canada, l'Institut canadien d'information sur la santé, pour ne nommer que ces organisations, considèrent tous que nous traversons une crise nationale des opioïdes. Bien sûr, il existe de grandes disparités à l'échelle du Canada. La réalité du centre-ville de Montréal n'est pas celle de l'est de Vancouver. Il n'en demeure pas moins que le marché de la drogue ne connaît pas les frontières, et que des populations à risque (des hommes en situation de précarité pour la plupart) sont aussi présentes dans la métropole que dans les autres villes du pays.

Le Québec a fait un premier pas en décidant d'offrir gratuitement dans les pharmacies, et pour tous, la naloxone (un antidote en cas de surdose). Mais ce n'est pas suffisant. Sur le front criminel, les policiers de la Gendarmerie royale du Canada, de la Sûreté du Québec et du SPVM doivent utiliser leurs forces au sein d'une escouade spéciale, comme dans la lutte contre le crime organisé, afin de réduire le débit du robinet de l'offre illicite.

Sur le front de la santé, les médecins doivent faire leur examen de conscience et revoir leurs méthodes de prescription des narcotiques. Le registre de prescriptions, réclamé par le Collège des médecins, doit devenir une réalité permanente. L'enquête épidémiologique qui sera menée par le Collège ne suffira pas à instaurer le « changement de culture » souhaité par le ministre de la Santé, Gaétan Barrette. Sur le front politique, le gouvernement Couillard doit agir comme chef d'orchestre, en se dotant d'une stratégie nationale et en coordonnant les actions qui resteront autrement éparpillées.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 &gt; FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES  
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN  
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
 Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN  
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS  
 Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET

« DES PRODUITS DÉRIVÉS, COMME LES "MUFFINS AU POT", IL Y EN A UNE PANOPLIE... »

- GAÉTAN BARRETTE



L E T T R E S

### La classe des « bolés »

Je suis un « gars de Curé-Antoine-Labelle » à Sainte-Rose. En 1967, c'était la plus grosse polyvalente du Québec, avec ses 6000 élèves et trois horaires distincts. À l'époque, on y regroupait les élèves selon trois catégories: cours général, cours scientifique et, ô sacrilège, cours classique. D'abord classé au scientifique par mon professeur de 7<sup>e</sup> année, j'ai eu la chance d'avoir une « mère fonceuse » qui a eu tôt fait de me faire admettre au cours classique, où j'ai fréquenté les meilleurs élèves et les meilleurs professeurs. J'y ai appris le latin, l'espagnol, les sciences et tout le reste... Puis, au début des années 1970, le cours classique a été rayé de la carte. Je me suis donc retrouvé en 5<sup>e</sup> secondaire (CPES), mêlé, comme d'autres, à toutes sortes d'hurluberlus, dont la seule idée était de perdre leur temps en classe. Je me rappelle même qu'au cours

d'anglais, le prof laissait les plus récalcitrants jouer aux cartes au fond du local. Voilà le tableau! Alors, M. Jean Beaudoin (« Oser choisir le secondaire public sur le Plateau? », *Le Devoir*, 13 septembre 2017), je vais vous dire: une chance que je suis passé durant quatre ans par les classes de « bolés », comme vous dites. Je suis finalement devenu enseignant durant plus de 30 ans dans une école privée fort renommée et je suis fier d'avoir contribué à élever le talent de mes élèves au lieu de le rapetisser.

Luc Marchand  
 Terrebonne, le 13 septembre 2017

### Amherst... et les autres

S'il faut supprimer les noms de tous ceux et celles qui ont essayé de se débarrasser des Amérindiens, d'une façon ou d'une autre, par la force, la contamination, le zèle apostolique, le « génocide culturel »,

la législation, etc., les noms de nombre de colonialistes français et britanniques, et de Canadiens, seraient jetés aux oubliettes. Faut-il rappeler que la population autochtone des Amériques a été radicalement décimée au contact des Européens?

Si les chefs de nations amérindiennes apprécient le geste symbolique de M. Coderre de « régler le cas du général Amherst », soit, et je m'en réjouis. Mais ce n'est pas en gommant un épisode pénible qu'on change l'histoire et, surtout, qu'on fait face à l'avenir.

J'ai toujours été fier de savoir que j'ai deux ancêtres amérindiens. Lorsque j'ai demandé à mon père pourquoi il n'y en avait que deux, il m'a répondu que c'étaient les seuls à avoir été baptisés. Ça, c'est la réalité, le rejet de l'autre dans ce cas-ci, parce qu'il ne pense pas comme vous.

Alain Jarry  
 Dorval, le 14 septembre 2017

LIBRE OPINION

## Du racisme au mur des rapaces

RENÉ DEROUIN

Artiste multidisciplinaire.  
 Prix du Québec Paul-Émile Borduas 1999;  
 chevalier de l'ordre de l'Aigle aztèque,  
 Mexique 2006; Artiste pour la paix  
 de l'année 2017; compagnon des arts  
 et des lettres du Québec, CALQ 2017.

Se passe-t-il une journée au Québec sans qu'on parle de racisme dans les médias? Je me pose la question, car ma propre perception est celle d'une culture québécoise métissée et généreuse, sans ghettoïsation.

Sommes-nous en train de subir l'influence des États-Unis, où la scène politique laisse de plus en plus d'espace aux discours associés à l'extrême droite?

Très tôt au cours de mes voyages à travers les Amériques, j'ai été à même de constater le vrai sens du racisme. J'ai connu l'époque du « white only » partout aux États-Unis, celle du Québec des années 1960 où Pierre Vallières a décrit avec pertinence les Québécois comme les « nègres blancs d'Amérique » et où Michèle Lalonde y est allée de son célèbre *Speak White*, inspiré des insultes racistes provenant du Canada anglais.

À l'époque, c'est nous qui étions perçus comme des gens de deuxième classe ne parlant pas la langue des Blancs. Au fil des décennies, j'ai ainsi eu l'occasion de connaître ce qu'est la vraie ségrégation et le racisme. Ce que j'observe dans la société québécoise actuelle n'a rien à voir avec cette réalité et cela me rappelle qu'il nous est important d'exercer notre devoir de mémoire.

De leur côté, les États-Unis ont élu un président qui, en six mois seulement, a mis la hache dans le rêve américain, rejetant en bloc certaines de ses

idées essentielles. Il en ressort aujourd'hui une nouvelle société, marquée par un dangereux retour vers une Amérique fondée sur la suprématie de la race blanche.

*America First* nous balance ce président, mais de quelle Amérique s'agit-il?

### Prendre position

Comme artiste, je me devais de m'engager et de prendre position avec mon œuvre, à un moment de l'histoire où cette réurgence du racisme pose des dangers bien réels pour le futur de l'humanité, tel qu'on l'a conçu aujourd'hui.

Mon engagement s'exprime dans l'œuvre que je suis en voie de réaliser, intitulé

### Avec son slogan « America First », Donald

Trump nous dit sans honte que nous ne faisons surtout pas partie de l'Amérique

l'œuvre *Le mur des rapaces*. Je pense qu'il est important de sensibiliser par l'art. En tant qu'artiste, il m'apparaît important de faire entendre ma voix dans cette époque malsaine, afin de contribuer à contrer les fausses informations et la propagande à caractère raciste.

Avec sa rhétorique hargneuse, Donald Trump se fait le porte-parole d'une nouvelle incarnation de la suprématie de la race blanche. Niant la réalité pour mieux embrasser sa propre fiction, il imite en cela le cinéma américain de Hollywood qui, de tout temps, a inévitablement caractérisé le Latino ou le Mexicain comme un paresseux, un salaud ou un homme armé et dangereux.

Ce président se fait le porte-parole d'une population qui pense comme lui. Ce

faisant, il nous révèle une vérité choquante sur cette part des États-Unis depuis longtemps cachée sous le vernis du rêve américain.

Avec son slogan *America First*, il nous dit sans honte que nous ne faisons surtout pas partie de l'Amérique. Or, à ce que je sache, les Mexicains, les Québécois (les Latins du Nord) et les Canadiens vivent aussi en Amérique, souvent depuis plus longtemps que leurs voisins de frontières. Comment peut-il prétendre vouloir négocier l'ALENA en considérant uniquement les prérogatives états-uniennes?

Il faut rappeler également que les États-Unis ont annexé par la guerre les territoires de la Californie, de l'Arizona, du Texas et de plusieurs autres États limitrophes au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ironiquement, environ 30 millions de Latinos vivent aujourd'hui dans ces territoires où ils constituent la main-d'œuvre bon marché qui contribue à faire tourner l'économie de cette région qui était autrefois leur pays.

Donald Trump traite les Mexicains de violeurs, de dangereux criminels et de vendeurs de drogue. Sur ce dernier sujet, il devrait plutôt se tourner vers les véritables responsables de l'explosion du commerce de la drogue, soit ses propres citoyens qui génèrent une part inégale de la demande pour ces substances. En chantage du capitalisme pur et dur, il dispose là d'un excellent exemple de l'efficacité redoutable des mécanismes du libre marché.

Dans l'Amérique selon Trump, il est permis de se demander qui sont les vrais rapaces et les vrais racistes.



GUY  
TAILLEFER



BRIAN  
MYLES

## IDÉES

## POLITIQUE CULTURELLE

## Ottawa doit revoir sa position sur les géants du numérique

LUC FORTIN

Ministre de la Culture et des Communications

J'ai pris connaissance de la position du gouvernement Trudeau en ce qui a trait aux nouvelles réalités numériques, et je partage l'inquiétude de nombreux intervenants du milieu culturel québécois. D'importantes mesures doivent être prises pour assurer l'équité entre les diffuseurs, et l'avenir de notre industrie culturelle.

Lorsque le gouvernement du Québec s'est lancé dans le vaste chantier de renouvellement de la politique culturelle, j'ai eu la chance d'être au cœur d'un processus de consultation qui allait me mener dans toutes les régions du Québec. Rapidement, nous avons dégagé des précieux témoignages certains consensus, notamment en ce qui a trait à l'importance de maintenir, voire de renforcer, le rôle que jouent le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et la Société de développement des en-

treprises culturelles (SODEC), des organismes créés dans le but d'apporter un soutien accru à nos créateurs et à nos entrepreneurs culturels. Il m'est aussi apparu évident qu'il fallait bâtir sur la politique culturelle de 1992; c'est ce que nous avons proposé avec le projet de Politique québécoise de la culture que j'ai rendu public au début de l'été et qui sera bonifié à la suite du forum tenu à Montréal la semaine dernière.

Ces consultations sont déjà un grand succès, car la politique qui en découlera permettra de faire rayonner notre culture dans toutes les régions du Québec, au plus près des citoyens; qu'elle mettra la langue française au centre de la promotion et de la diffusion de notre culture et qu'elle permettra, à terme, une collaboration renforcée entre la culture et l'éducation. Elle sera le projet d'une génération au bénéfice des Québécois et des Québécoises, des artistes professionnels, sans oublier les travailleurs culturels.

## Pour une équité fiscale et réglementaire

Un consensus s'est aussi rapidement dégagé des consultations: l'importance, pour le

Québec et pour le Canada, d'imposer aux grandes plateformes étrangères de diffusion de contenu numérique la perception des taxes déjà existantes — la TPS et la TVQ —, dans un souci d'équité avec les services similaires de portée québécoise. J'affirme aujourd'hui toute la détermination du gouvernement du Québec dans ce dossier. Ce que certains ont appelé la «taxe Netflix», mais qui concerne aussi Spotify, iTunes et Amazon — pour ne nommer que ceux-là — n'est pas une nouvelle taxe pour les consommateurs, et devrait être perçue comme un traitement équitable pour toutes les entreprises, qu'elles soient canadiennes ou étrangères.

Évidemment, ce serait le début d'un long processus, qui ne se fera pas sans difficultés et qui doit passer par une concertation de tous les pays du G20. Tous les pays industrialisés font face à cet enjeu.

Des associations nationales telles l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM), l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ) ou la Société canadienne des auteurs,

compositeurs et éditeurs de musique (SOCAN) ont soulevé, à maintes reprises, la nécessité d'en arriver à un cheval de bataille commun avec le gouvernement fédéral, pour l'équité et la justice en matière de diffusion numérique. Cette question est intimement liée aux difficultés que le numérique entraîne dans l'application de la Loi sur le droit d'auteur et, notamment, aux répercussions qui en découlent sur la juste rémunération des créateurs.

En ce sens, les premières orientations de la politique culturelle canadienne annoncées par le ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly, nous paraissent inquiétantes. C'est tout un secteur de l'économie québécoise, celui de la culture, que je représente fièrement, qui attend de connaître l'orientation choisie par le fédéral. Les premiers signes indiquent que le gouvernement canadien choisira de ne pas appliquer ces taxes. Il est important non seulement pour moi, mais aussi pour des milliers de travailleurs culturels, qu'Ottawa revienne sa position.

Dans le cas contraire, ce serait un bien mauvais signal à envoyer aux artisans de notre culture.



La crise des subprimes avait débuté à l'été 2007 et avait culminé par la faillite de la banque Lehman Brothers, le 15 septembre 2008.

## Dix ans après la crise des subprimes : entre optimisme et vigilance

KHALID ADNANE

Économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke

En 1862, l'économiste français Clément Juglar affirmait ceci: «les crises, comme les maladies, paraissent une des conditions de l'existence des sociétés où le commerce et l'industrie dominent [...] On peut les prévoir, les adoucir, s'en préserver jusqu'à un certain point; mais [jamais] les supprimer».

Certes, le contexte a grandement changé depuis et cette posture peut paraître quelque peu fataliste aujourd'hui. Pourtant, la réflexion demeure pertinente, surtout que l'on souligne cette année le dixième anniversaire de la fameuse crise des crédits hypothécaires toxiques, les subprimes. Celle-ci avait débuté à l'été 2007 et avait culminé par la faillite d'un géant américain, la banque Lehman Brothers, le 15 septembre 2008.

Où en sommes-nous aujourd'hui? Une telle dérive est-elle encore possible malgré tout ce que les gouvernements ont déployé en matière de sauvetage financier et de régulation pour prévenir d'autres crises similaires?

Une réponse, à la fois sage et réaliste, se résumerait ainsi: il faut faire preuve d'optimisme, mais s'assurer d'une grande vigilance.

## Optimisme

En effet, il faut être optimiste quant aux avancées réalisées depuis la crise des subprimes. Il y a eu un consensus sur le fait que la révolution néolibérale du début des années 1980 (de Ronald Reagan et Margaret Thatcher) a été un tournant dans l'enchaînement des crises que nous connaissons depuis cette période. Ce repositionnement idéologique, qui érigeait la primauté du marché «autorégulateur» comme un principe sa-

cro-saint, s'est exprimé par une vague de dérèglements, notamment dans la sphère financière. Cette vague est considérée aujourd'hui comme la cause principale de la crise de 2007-2008. Car, sans contrôle et sans balises contraignantes, sans règles ni encadrement, le marché est capable de tous les dérapages.

En ce sens, la majorité des gouvernements (entre autres au sein du G20) ont mis en place de nouvelles régulations strictes du système financier, principalement du système bancaire. Résultat: l'activité des banques est fortement encadrée afin de prévenir de nouveaux abus et pour limiter les risques de contagion constatés durant la dernière crise. À titre d'exemple, les banques ont été contraintes d'observer plusieurs règles prudentielles et ont aussi été obligées de se livrer régulièrement aux fameux «stress tests» afin de vérifier leur vulnérabilité face à un choc financier soudain.

## Vigilance

Ces avancées décisives ne doivent toutefois pas occulter deux éléments très inquiétants. Le premier vise cette volonté quasi obsessionnelle, notamment chez les dirigeants américains, de réviser ces normes et protocoles imposés aux banques, par souci d'une plus grande flexibilité du marché. Autant le président Donald Trump que les élus républicains salivent déjà à cette idée et veulent, dans cette croisade idéologique (contre l'héritage Obama au passage), renverser certaines dispositions mises en place. C'est le cas de la règle Volker, un rempart important contre les agissements spéculatifs des banques avant la crise de 2007-2008.

L'autre élément préoccupant renvoie au fait que les principales activités ciblées par les régulations sont les activités bancaires. En parallèle, un autre secteur très imposant aujourd'hui, celui que l'on qualifie de finance de l'ombre (*shadow banking*), n'est pas soumis aux mêmes règles que les activités bancaires et peut donc fonctionner en presque totale liberté et dans une grande opacité. Celui-ci concerne, entre autres, les fonds spéculatifs, comme les fameux *hedge funds*. Si ce type de finance était relativement moindre dans les opérations de transactions financières avant 2007-2008, il a pris des proportions inédites aujourd'hui: 92 000 milliards de dollars (*Le Monde*, 6 juillet 2017).

Que retenir donc? Que la vigilance est de mise. Certes, beaucoup de progrès ont été réalisés. Ils reposent, entre autres, sur les enseignements tirés des différentes crises «sévères» (comme en 1929 et en 2008) et rappellent que celles-ci ne sont pas une fatalité. Cependant, cela suppose une bonne coordination de notre système économique, le système capitaliste, et passe nécessairement par une régulation optimale afin d'éviter les excès de ses acteurs.

C'est justement une des conclusions que propose le Prix Nobel d'économie Paul Krugman dans son excellent ouvrage *Pourquoi les crises reviennent toujours?*. Il dit à juste titre ceci: «Manifestement, ce que nous allons avoir à faire, c'est réapprendre les leçons que nos grands-pères ont apprises de la Grande Dépression. Je ne vais pas essayer de décrire dans les détails un nouveau régime de régulation, mais le principe fondamental suivant devrait s'imposer: tout ce qui doit être secouru pendant une crise financière, parce qu'il joue un rôle essentiel dans les rouages financiers, devrait être régulé en dehors des crises [...]».

Comme quoi, lorsqu'on scrute l'évolution de notre histoire économique pour en analyser les moments de rupture, un fait demeure: les contextes changent, les problèmes et les solutions aussi. Seules les idéologies résistent, pour le meilleur et pour le pire!

## Le Québec a besoin de tous ses talents pour les élections municipales

MARTIN COITEUX

Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de la région de Montréal

Le 5 novembre prochain, ce sont plus de 8000 postes d'élu municipal qui devront être pourvus, et ce, partout au Québec. Il va sans dire qu'il s'agira d'un moment important pour la démocratie québécoise et pour l'avenir de nos collectivités.

Ces élections de 2017 revêtent une importance toute particulière: le 15 juin dernier, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi 122, visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs.

Cette loi, maintenant en vigueur, donne les coudées franches aux élus municipaux pour prendre certaines décisions qui produisent des résultats concrets dans la vie de leurs concitoyens. Il s'agit de la plus grande décentralisation de pouvoir vers les municipalités de l'histoire du Québec. Jamais les élus municipaux n'auront eu un rôle aussi déterminant dans l'avancement de leur collectivité.

## Tous les points de vue

Dans un contexte où les citoyennes et citoyens du Québec réclament une modernisation de l'action politique, ces élus municipaux ont maintenant les moyens des ambitions de leurs électeurs. Pour mener à bien ce grand projet, le Québec a besoin de tous les points de vue et de toutes les sensibilités qui s'expriment dans la société.

Pour ce faire, il est impératif qu'il puisse compter sur davantage de femmes, de jeunes et de Québécois issus de la diversité. En effet, le Québec moderne présente un visage et une réalité empreints de nuances et de diversité. Les candidatures municipales et, par la suite, nos élus et élues, doivent refléter cet état de fait. Nous avons besoin de tous les points de vue, de toutes les valeurs et de toutes les visions pour que tous et toutes soient pris en compte et pour que nouveaux pouvoirs riment avec un avenir meilleur pour les citoyens et citoyennes d'aujourd'hui et de demain. Nous avons besoin des forces vives issues de tous les horizons: le Québec ne peut se priver d'aucun talent.

À tous ceux et à toutes celles qui ont à cœur leur communauté et qui souhaitent participer au façonnement de son avenir, présentez-vous. Faites partie de la prise de décision. C'est l'occasion d'agir concrètement. Ensemble, ayons le courage de nos idées et de nos valeurs. Aussi, ne ménageons aucun effort pour que davantage de femmes, de jeunes et de Québécois issus de la diversité se présentent et fassent porter une nouvelle voix.

À une ère où le Québec municipal est plus autonome et peut prendre davantage de décisions qui auront une incidence quotidienne, que ce soit en développement durable, en transport collectif ou dans les domaines économiques, sociaux et culturels, vous pouvez changer les choses et apporter une nouvelle vision.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon (chef de division), Robert Dutrisac (éditorialiste), Michel Garneau et Pascal Élie (caricaturistes), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zuida (rechercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division et reporter), Stéphanie Baillargeon (généraliste), Gérard Dallaire (pupitre), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Jean Dion (sports), Marco Fortier (éducation), Lisa-Marie Gervais (diversité), Pauline Gravel (sciences), Jessica Nadeau (éducation), Alexandre Shields (environnement); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélar-Cirino et Marie-Michèle Stouff (correspondants parlementaires à Québec); Dave (recherche), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec); information culturelle: Guillaume Bourgault-Côté (politiques culturelles), Julie Carpentier (pupitre), Fabien Deglise (livres), Catherine Lalonde (arts vivants), Philippe Papineau (médias); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Benoît Munger (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (chef de division et editorialiste); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); cahiers spéciaux: Aude Marie Marcoux (responsable); équipe numérique: Laurence Clavel, Guillaume St-Hilaire et Geneviève Tremblay (pupitres); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant (correctrices); soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (coordonnatrice à la rédaction), Jean-Philippe Proulx (commis), DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa); PUBLICITÉ: Charlyne Bachraty (adjointe au vice-président), Marlène Côté, Evelyn De Varennes, Amel Elimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Schab (directrices de comptes), Alain Tremblay (directeur créativité média), Amélie Maltais (commis aux arts légers), Alessandra Tantalò et Laurence Hémond (coordonnatrices publicitaires); PRODUCTION: Caroline Desrosiers, Yannick Morin, Anthony White et Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur Web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Luc Girard (technicien informatique), Solène M. Hébert (développeuse Web); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Catherine Gentilcore (coordonnatrice marketing, communications et relations publiques), Sébastien Beaupré (coordonnateur service à la clientèle), Manon Blanchette, Caroline Filion, Nathalie Filion, Isabelle Sanchez (préposées au service à la clientèle); ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici (technicienne comptable), Véronique Pagé (responsable du crédit).

# LE DEVOIR DE PHILO

VINGT ANS APRÈS LE CANULAR D'ALAN SOKAL

## Les impostures intellectuelles fleurissent toujours

Des penseurs sérieux persistent à mal comprendre des notions scientifiques fondamentales

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

MATHIEU-ROBERT SAUVÉ

Journaliste et étudiant à la maîtrise en communication à l'Université de Sherbrooke

Il y a 20 ans paraissait chez Odile Jacob un ouvrage intitulé *Impostures intellectuelles*, relatant un spectaculaire canular d'Alan Sokal, professeur de physique à l'Université de New York et amateur de philosophie, qui avait secoué l'année précédente des monuments de l'école française.

Sokal avait proposé à une revue américaine à la mode, *Social Text*, un texte «bourré d'absurdités et d'illogismes flagrants» et avait rendu public son intention peu après, affirmant que ses propos tenaient du délire. Rien, dans «*Transgresser les frontières: vers une herméneutique transformatrice de la gravitation quantique*», n'avait de sens!

«S'il avait simplement écrit un article dénonçant l'abus de termes scientifiques inadéquats chez les penseurs postmodernes, personne ne l'aurait lu. En inventant une satire pseudo-scientifique qu'il a fait publier dans une revue respectée de sciences humaines, il a vraiment démontré que le roi était nu», lance Yves Gingras, professeur à l'UQAM.

Encore hilare à l'évocation de cette histoire, il estime que le temps était venu de dénoncer l'abus de concepts scientifiques dans des textes prétendument savants. Lui-même physicien, il avait été consulté à l'époque par Sokal pour documenter les dérapages et son nom figure dans les remerciements aux côtés de Pierre Bourdieu et Noam Chomsky, notamment.

Écrit par Alan Sokal et Jean Bricmont, professeur à l'Université catholique de Louvain, *Impostures intellectuelles* (*Fashionable Non-Sense* pour l'édition américaine) reprend une à une les citations du pastiche du physicien new-yorkais et examine plusieurs écrits des Jacques Lacan, Bruno Latour, Jacques Derrida, Julia Kristeva, Jean Baudrillard et Félix Guattari.

Ils souhaitent «attirer l'attention sur des aspects relativement peu connus, atteignant néanmoins le niveau de l'imposture, à savoir l'abus réitéré de concepts et de termes provenant des sciences physico-mathématiques», indiquent-ils.

### Des imposteurs

Leur critique des mauvais usages de la science moderne, extrêmement sévère, peut se résumer ainsi: ces auteurs sont des imposteurs lorsqu'ils font référence aux sciences dans leurs ouvrages!

Par exemple, dans ses livres, le sociologue des sciences Bruno Latour fait d'innombrables références à la physique, discipline que Sokal et Bricmont maîtrisent assez bien merci... Passe encore lorsqu'il écrit que «la théorie de la relativité elle-même est sociale» — va pour la métaphore —, mais c'est plus grave lorsqu'il s'avance dans l'espace-temps, confondant «position» et «mouvement».

Latour se permet même d'en montrer à Albert Einstein avec un «troisième système de référence» que le père de la relativité n'avait pas cru bon d'inventer. «*L'analyse de Latour est fondamentalement*

viciée par son manque de compréhension de la théorie qu'Einstein essaie d'expliquer», concluent les auteurs.

Le philosophe Normand Baillargeon ne comprend pas que des penseurs sérieux puissent si mal comprendre des notions scientifiques aussi fondamentales, d'autant plus qu'ils en font référence dans leur œuvre. «*La théorie de la relativité, c'est de niveau première année de cégep*», martèle l'auteur du *Petit cours d'autodéfense intellectuelle* qui avait pris position pour les physiciens lors de l'affaire Sokal, notamment dans *Le Devoir*.

Il déplore que les philosophes se soient progressivement détournés des sciences après l'époque des Lumières. «*Il était temps qu'on sonne*

*l'alarme sur cette coupure entre les humanités et les sciences. La grande leçon des Impostures intellectuelles, c'est d'avoir souligné le mépris des sciences pures chez les intellectuels français. Comment peut-on parler de mathématiques et de physique dans des revues de sciences humaines sans en maîtriser convenablement les concepts?*»

Tant que les philosophes citent Platon et Aristote, ils sont en terrain solide; le champ est miné quand ils s'aventurent chez Einstein et Newton, résume Yves Gingras. «*Quand Lacan parle de topologie et de mathématiques, il ne sait pas de quoi il parle*», juge-t-il.

Et le message n'a pas passé puisque de nouveaux hérauts de l'École française — comme Alain Badiou — continuent d'occuper le terrain avec les mêmes lacunes. Le 1<sup>er</sup> avril 2016, Badiou a d'ailleurs fait l'objet d'un canular paru dans sa propre revue, *Badiou Studies*.

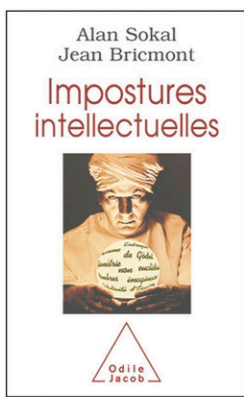
### «Passion et fureur»

L'affaire avait fait grand bruit à l'époque, car les figures de proue de l'école française étaient considérées comme les maîtres de la pensée postmoderne. L'onde de choc avait provoqué de part et d'autre de l'Atlantique «*passion et fureur*» selon *Libération*, qui avait largement traité du canular, tout comme *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Figaro* et d'autres. *Impostures intellectuelles* a été traduit en une douzaine de langues et s'est vendu à des milliers d'exemplaires.

Que reste-t-il de cette bravade en 2017? Une polarisation semble s'être produite entre la philosophie analytique et le courant continental. Pour les premiers, le coup a été esquivé (Derrida et Kristeva ont rapidement publié des répliques) et la vie a continué. Pour les seconds, l'attaque a fait mal et la rigueur est de mise quand on veut associer méta-analyse et psychanalyse; social et fractals; relativisme et relativité.

«*Je ne crois pas que nous ayons donné un coup fatal aux impostures intellectuelles*», allègue au cours d'un entretien téléphonique Jean Bricmont, le coauteur de l'essai. Plusieurs «victimes» continuent d'être abondamment citées dans des ouvrages universitaires.

Comme si les éclaboussures provoquées par ce pavé avaient fini par glisser comme l'eau sur le dos d'un canular.



Le livre publié en 1997



ILLUSTRATION TIFFET

Le spectaculaire canular d'Alan Sokal, professeur de physique à l'Université de New York et amateur de philosophie, avait secoué des monuments de l'école française il y a de cela deux décennies.



COLLECTION PERSONNELLE  
Mathieu-Robert Sauvé

### Un clic, un article

Des pasticheurs australiens ont précédé Sokal avec un amusant Générateur de postmodernisme que j'utilise à l'instant. En un clic, on obtient un article postmoderne! Celui qui apparaît est signé Martin Q. Parry, de l'Université de l'Illinois et James I. P. Scuglia, de l'Université du Massachusetts, et s'intitule «*The dialectic paradigm of consensus in the works of Eco*» («*Le paradigme dialectique du consensus dans l'œuvre d'Eco*»).

Ce grand n'importe quoi cite abondamment Jean Baudrillard et Jacques Derrida, et semble bien savant. Il est l'un des 16,9 millions de textes conçus de façon aléatoire depuis 2000 par l'outil créé par Andrew C. Bullhak.

Aujourd'hui, les émules de Sokal ne se privent pas. Dans

*Cogent Social Sciences*, les Américains Peter Boghossian et James Lindsay ont produit une absurdité intitulée «*Le pénis conceptuel en tant que construction sociale*» (19 mai 2017). Les membres de l'improbable Groupe indépendant de recherche sociale du Sud-Est affirment que le phallus, invention idéologique, est le grand responsable de la culture du viol qui sévit en Occident.

L'éditeur a aimé. Ce canular succède à celui de l'inexistant Jean-Pierre Tremblay, professeur à «l'Université de Laval», qui déboulonne la pensée d'une autre tête d'affiche postmoderne, Michel Maffesoli, fondateur de la revue *Sociétés*.

Ces démonstrations par la dérision n'approfondissent-elles pas le fossé qui sépare les humanités et les autres sciences? Ne rendent-elles pas risquée la grande poussée des années 2000 vers l'interdisciplinarité, voire la transdisciplinarité qui est devenue un critère d'attribution de subvention dans les grands organismes de financement de la recherche? «*Tous ces canulars sont rigolos, mais ils ne changent pas grand-chose*», observe Jean Bricmont.

A part quelques «like» sur les réseaux sociaux, ils n'ébranlent pas l'institution comme a pu le faire l'affaire Sokal. Et avec la montée des revues prédatrices dirigées par des éditeurs qui font payer les auteurs pour la publication d'articles qui n'ont aucune légitimité, le public risque de s'égarer.

A son avis, les ponts entre les humanités et les sciences

physico-mathématiques sont encore souhaitables, mais pour mériter le titre de philosophe ou de sociologue des sciences, il faut forcément se doter d'une formation scientifique complémentaire. Une maîtrise en physique ou en biologie lui apparaît une condition minimale.

Pour Normand Baillargeon, pas nécessaire d'aller si loin pour enrichir notre culture scientifique. La société de l'information permet à tout honnête citoyen de s'initier aux sciences de façon autodidacte. «*On peut compter sur de remarquables ouvrages de vulgarisation pour apprivoiser les concepts les plus fondamentaux de la physique ou de la biologie*, donne-t-il comme exemple. *Les journalistes scientifiques font un travail remarquable pour nous aider à nous y retrouver.*»

Le philosophe français Pascal Engel estime que la «*pensée glissante et chatoyante d'un Bruno Latour, l'une des principales cibles de Sokal, n'a rien perdu de son pouvoir de séduction*». Il se désole que les *Impostures* n'aient pas mis fin à «*l'obscurantisme de toute une partie de la production en critique littéraire, en philosophie et en sciences sociales*».

«*La French Theory a certes vécu, et le constructivisme en philosophie des sciences ne fait plus recette, mais des idéologies dogmatiques comme Alain Badiou et Zlavo Zizek tiennent toujours le haut du pavé, en France comme ailleurs*», affirme-t-il.

Il appelle à la résistance de la pensée critique en retrouvant une rigueur intellectuelle

«**On peut compter sur de remarquables ouvrages de vulgarisation pour apprivoiser les concepts les plus fondamentaux, de la physique ou de la biologie par exemple**»

Le philosophe Normand Baillargeon

qui n'aurait jamais dû quitter les universités. Malheureusement, celles-ci sont de nos jours un peu frileuses devant les véritables débats.

«*Il y a même des penseurs pour nous dire que la raison n'aura jamais de pouvoir sur les esprits et que les faits ne nous feront jamais changer d'avis*», conclut le professeur à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris.

Des commentaires? Écrivez à Robert Dutrisac: [rdutrisac@ledevoir.com](mailto:rdutrisac@ledevoir.com). Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo*: [www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo](http://www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo)